

Certificat d'aptitude à conduire en sécurité (CACES)

Recommandation 482 catégorie C3 : Engins de nivellement à déplacement alternatif

RS7046 · RS · Publiée

L'essentiel

Code(s) NSF	230u
Formacode(s)	31717, 31795
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	31/01/2025
Date d'échéance	31/01/2030

Certificateur(s)

INSTITUT NATIONAL RECHERCHE SECURITE · SIRET : 77567145600082

Partenaires habilités

253 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 253 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
ACS VENDEE FORMATION	82155681800010	Former et organiser l'évaluation
AFC PRO "AUDIT - FORMATION ET CONTROLE - PRO"	83118422100016	Former et organiser l'évaluation
AFPA ACCES A L' EMPLOI	82436343600653	Former et organiser l'évaluation
AFPA ENTREPRISES	82409268800160	Former et organiser l'évaluation
AFT-FC TOULOUSE	30540504500421	Former et organiser l'évaluation
AFTRAL	30540504500017	Former et organiser l'évaluation
AFTRAL	30540504500066	Former et organiser l'évaluation
AFTRAL	30540504500132	Former et organiser l'évaluation
AFTRAL	30540504500223	Former et organiser l'évaluation
AFTRAL	30540504500249	Former et organiser l'évaluation

Liste complète des 253 partenaires habilités : <https://data.aktaconseil.fr/certifications/rs7046-certificat-d-aptitude-a-conduire-en-securite-caces-recommandation-482-categorie-c3-engins-de-nivellement-a-deplacement-alternatif/partenaires>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La Cnam a développé le dispositif CACES en vue de prévenir les risques liés à la conduite d'engins.

Ce dispositif définit les compétences pour conduire en sécurité des équipements concernés et les modalités de tests de ces compétences. Il permet de remplir l'obligation réglementaire de formation adéquate (art. R.4323-55 du Code du travail).

Cette certification reprend les compétences définies dans la recommandation R.482 citée dans le titre de ce dossier.

COMPÉTENCES ATTESTÉES

1. Effectuer une prise de poste en mobilisant ses connaissances et en assurant les vérifications adaptées pour garantir la conduite en sécurité d'un engin de nivellement à déplacement alternatif.
2. Maîtriser les règles de circulation applicables aux engins de nivellement à déplacement alternatif.
3. Réaliser les opérations de conduite d'un engin de nivellement en respectant les règles de sécurité.
4. Réaliser des travaux de base conformément au mode opératoire prescrit et en sécurité.
5. Circuler et réaliser les travaux de base conformément au mode opératoire prescrit et en sécurité, au moyen d'une télécommande (optionnel).
6. Charger et décharger un engin de nivellement sur un porte-engins en sécurité (optionnel).
7. Réaliser les opérations de fin de poste et d'entretien journalier de l'engin de nivellement en sécurité et rendre compte des anomalies et dysfonctionnements.

Secteur d'activité et type d'emploi

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Le 1er

alinéa de l'article 1 de l'arrêté du 2 décembre 1998 relatif à la formation à la conduite des équipements de travail mobiles automoteurs et des équipements de levage de charges ou de personnes, énonce le principe que tout conducteur de l'un de ces équipements, quel que soit le secteur d'activité dans lequel il exerce, a reçu une formation adéquate. Cette formation s'impose dans le cadre de la formation en matière de sécurité prévue à l'article L.4141-2 du Code du travail.

L'obligation de formation est donc généralisée (réglementation antérieure Décret 23 août 1947 – Arrêté 30 juillet 1974) pour les conducteurs des équipements sus mentionnés. Elle s'impose, sans distinction, pour tous ces équipements.

Par ailleurs, pour certains équipements dont la liste a été fixée par l'arrêté du 2 décembre 1998, cette obligation de formation est complétée par une obligation d'être titulaire d'une autorisation de conduite. La délivrance de cette autorisation est de la responsabilité du chef d'établissement. L'évaluation, effectuée sous la responsabilité du chef d'établissement, préalable à la délivrance de l'autorisation de conduite, est fondée sur trois éléments d'évaluation énumérés à l'article 3 de l'arrêté du 2 décembre 1998:

- un examen d'aptitude réalisé par le médecin du travail,
- un contrôle de connaissances et du savoir-faire de l'opérateur pour la conduite en sécurité de l'équipement de travail,
- une connaissance des lieux et des instructions à respecter sur le ou les sites d'utilisation.

La deuxième exigence relative au contrôle des connaissances et du savoir-faire de l'opérateur peut être effectuée dans et par l'entreprise elle-même ou bien le chef d'établissement peut se fonder, sous sa responsabilité, sur une attestation ou sur un certificat délivré par un formateur ou un organisme de formation spécialisé, tel que le certificat CACES (Certificat d'aptitude à la conduite en sécurité).

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Candidature individuelle, VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Il est recommandé de s'assurer de l'aptitude médicale du salarié à conduire un engin de nivellement à déplacement alternatif avant de s'engager dans un processus de formation et de test CACES®. En effet, cette démarche devra obligatoirement être effectuée préalablement à la délivrance de l'autorisation de conduite. Les organismes formateurs et les OTC peuvent aussi exiger contractuellement, pour des raisons de responsabilité notamment, que l'aptitude médicale soit vérifiée préalablement à la formation ou au passage du test CACES®.

PRÉREQUIS À LA VALIDATION

Pour se présenter à l'épreuve certificative du CACES® le candidat doit présenter une attestation, établie par un organisme spécialisé ou par son employeur, mentionnant qu'il a bénéficié d'une formation lui permettant a minima de disposer des connaissances théoriques et du savoir-faire pratique définis en annexe 2 de la Recommandation R.482 de la Cnam.

Lorsque l'organisme réalise consécutivement la formation requise et l'épreuve du CACES® correspondant, il n'est pas tenu de délivrer physiquement l'attestation avant le déroulement des épreuves. Il doit toutefois être en mesure de

l'éditer sur demande.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, CANDIDATURE INDIVIDUELLE, VAE

Les compétences sont attestées sur deux épreuves (théorique et pratique) par un testeur (différent du formateur) validé par son organisme testeur certifié.

Le CACES est délivré en cas de succès au test par l'organisme testeur certifié.

Base légale

Date de décision	31/01/2025
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	31/01/2030
Date de dernière délivrance possible	30/07/2030

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RS5095

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

Les candidats et les formateurs trouveront des informations complémentaires sur le CACES sur le site internet de l'INRS : <https://www.inrs.fr/demarche/caces-certificat-aptitude-conduite-securite/ce-qu-il-faut-retenir.html>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rs/7046/>

Où se former

Formations référencées	37
Organismes	23
Régions couvertes	13
Prix indicatif	250 € – 3 000 €
Durée	7 – 42 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	21
Parcours menés à terme	21
Taux d'achèvement	100 %
Période	03/2025 – 09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	26
----------------------	----

Montant total engagé	31 051 €
Coût moyen par dossier	1 194 €
Durée moyenne	19 h
Période	02/2025 – 09/2026
France compétences	94 %
Reste à charge titulaire	5 %
France Travail	1 %
Entreprise	0 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.